

Argentine : la finance frappe à nouveau

Par [Mathilde Guillaume, Correspondante à Buenos Aires](#) — 1 août 2018 à 19:16



Une manifestation contre le recours au Fonds monétaire international, lors de la réunion des ministres des Finances du G20, le 20 juillet à Buenos Aires. Photo Damian Dopacio. AFP

Censée attirer les investisseurs, l'ouverture aux marchés décidée par le président Macri a ouvert la voie à la spéculation contre un pays encore fragile. Résultat : chute du peso, forte inflation et recours au FMI, comme en 2001. Touchées de plein fouet, les classes populaires survivent grâce au troc.

Fin de week-end gris et humide dans la grande banlieue de Buenos Aires. Les rues autour de la vieille gare de San Miguel, à une

trentaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale, sont désertes. Ça sent la déprime à plein nez, et pas seulement parce que c'est la fin des vacances d'hiver. Ici, de toute façon, les habitants ne sont pas partis skier. Dans une salle des fêtes en préfabriqué, une soixantaine de femmes s'activent au milieu des courants d'air glacé. *«Ici, c'est un peu comme un club, on vient pour discuter, pour se retrouver»*, tente nerveusement Ayelen, 32 ans, en entortillant autour de ses doigts les franges de son écharpe. Elle baisse les yeux, consciente de ne pas être très convaincante. La vraie raison de sa présence est à ses pieds, sur le ciment gris, à côté de ses trois enfants : son unique radiateur à gaz qu'elle est venue échanger en plein hiver austral contre de la nourriture, dans ce club de troc qui se réunit deux fois par semaine. Elle est couturière et ne peut plus payer ses factures, qui ont explosé depuis la suppression des subsides aux services publics à l'arrivée du président libéral Mauricio Macri (en cumulé, + 722 % pour l'électricité, + 451 % pour l'eau et + 973 % pour le gaz). En Argentine, ces groupes d'échange de biens et de services, réminiscences de la période post-crise de 2001 et de son cortège de pauvreté, sont de retour. *«C'est un symbole d'échec terrible. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui on utilise la technologie et les réseaux sociaux : c'est du troc 2.0»*, ironise Alejandra Aguirre, l'une des fondatrices de ce club qui a rassemblé plus de 32 000 femmes au niveau national en seulement un an sur sa page Facebook. Chaque jour, elle reçoit une cinquantaine de nouvelles demandes d'adhésion.

Le remboursement des «fonds vautours»

Depuis plusieurs mois, l'Argentine est aux prises avec une crise aux fronts multiples que l'administration Macri semble incapable de juguler. Le recours au Fonds monétaire international (FMI) il y a un mois, censé selon le gouvernement ramener la confiance des investisseurs (et selon ses opposants accélérer la chute de l'économie), n'a rien arrangé. Au contraire, les perspectives d'austérité imposées par l'accord avec l'organisme de crédit international obscurcissent l'horizon. Dévaluation, inflation, récession : le pays s'enlise chaque semaine un peu plus, au rythme des mauvaises nouvelles qui tombent presque quotidiennement. La

semaine dernière, ont été annoncées une augmentation d'au moins 30 % des transports publics d'ici à la fin de l'année, une coupe drastique des allocations à l'enfance qui touchera 400 000 familles, la baisse de l'activité économique de 6 % pour le mois de mai par rapport à l'an dernier et les chiffres de l'inflation de juin, 3,6 %, au plus haut depuis deux ans. Mardi, le ministre de l'Énergie a annoncé une hausse des tarifs de gaz et d'électricité d'encore 30%, et une autre de 5 à 8% pour l'essence... *«On constate que le modèle mis en place par le président Macri dès son arrivée au pouvoir en septembre 2015, d'ouverture indiscriminée aux marchés, de suppression du contrôle des changes et des mécanismes de contrôle, est intenable. C'est l'origine de profonds déséquilibres qui aboutissent à cette crise»*, analyse Delfina Rossi, économiste.

C'était pourtant le point central du programme du candidat Macri : après des années de désendettement et d'isolement financier international de l'Argentine, faire revenir le pays sur les marchés, attirer les investisseurs étrangers. Un changement de modèle radical, conditionné par le règlement du contentieux avec les fonds dits «vautours», que le précédent gouvernement de Cristina Kirchner refusait de payer à un prix considéré «vil». Une fois les 4,6 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros) réglés selon les exigences de ces fonds spéculatifs, l'Argentine a contracté plus de 142 milliards de dollars de dette en deux ans, augmentant cette dernière de 42 % et se plaçant à la première place des pays émergents émetteurs de dette.

«Des aliments contre de vieux vêtements»

Durant les premiers dix-huit mois, l'image dynamique et libérale du Président (son cabinet est principalement constitué d'anciens chefs d'entreprise et patrons de la finance) ainsi que les taux d'intérêt élevés des obligations argentines ont boosté l'économie. Mauricio Macri jubilait, annonçant *«une pluie d'investissements étrangers»*. Aujourd'hui, il file la métaphore climatique et reconnaît que le pays traverse *«une tempête»*. *«C'est que les capitaux qui sont entrés sont ceux qu'on surnomme "hirondelles", reprend Delfina Rossi. Des capitaux purement spéculatifs à très court terme qui, sans contrôle, sont repartis aussi rapidement qu'ils étaient venus une fois leur*

rente touchée, encourageant la fuite de capitaux et mettant une très forte pression sur le peso.» Au printemps, l'appréciation du dollar à l'international cumulée à une crise de confiance en un pays pédalant sur une dangereuse bicyclette financière ont fait plonger le peso, qui a perdu 30 % de sa valeur.

Un drame pour les Argentins, car la plupart de leurs achats majeurs (maison, voiture ou crédit) sont indexés sur le dollar, dont la hausse finit par toucher aussi tous les produits du quotidien. Alors que la réduction de l'inflation, ce vieux serpent de mer argentin, était l'une des principales promesses de Macri, celle-ci s'est à nouveau envolée. En janvier, les prévisions d'inflation pour l'année étaient de 15 %. Fin juin, elle dépassait déjà les 19 %, et l'on s'attend à ce qu'elle atteigne plus de 35 % à la fin de l'année. Les salaires, évidemment, ne suivent pas. *«Le panier des ménages, le transport, le gaz et l'électricité : ce sont les plus fortes hausses, celles qui frappent les plus pauvres, s'indigne Alejandra Aguirre. Au club de troc, c'est contre des aliments que les gens échangent leurs vieux vêtements, leurs meubles. Ils ont de plus en plus de mal à en acheter autrement.»*

La chute vertigineuse du peso argentin a également eu un impact au plus haut niveau, les intérêts de la nouvelle dette contractée courant en dollars. C'est le poste qui a le plus augmenté, de 70 % au premier semestre par rapport à l'an passé. Aujourd'hui, le paiement des intérêts représente la deuxième dépense de l'Etat, après les salaires, pensions, retraites des fonctionnaires et allocations. Soit trois fois plus que le budget alloué à l'éducation. Pour stabiliser la monnaie après une chute qui semblait sans fin, la Banque centrale a vendu ses dollars à la pelle (5,2 milliards pour le seul mois de juin, soit presque 10 % de ses réserves) et remonté son taux directeur à 40 %. *«Des mesures désespérées qui relèvent d'un double discours, critique Delfina Rossi. Le gouvernement avait libéré le contrôle des changes et promis de laisser le dollar flotter...»*

Prise à la gorge, l'Argentine, qui en était sortie de manière fracassante il y a douze ans, est retournée dans le giron du FMI en contractant un prêt de 50 milliards de dollars, dont 15 lui ont déjà été versés. *«Mais cet argent ne vient pas sans conditions, souligne Martin Alfie, économiste et directeur du cabinet Radar. Il est lié à un programme typique d'austérité pour réduire drastiquement le déficit fiscal lié au fonctionnement de l'Etat.»* Le gouvernement a déjà

annoncé le gel des embauches, des salaires et retraites de ses fonctionnaires, des coupes drastiques dans les projets de travaux publics, pourtant le fer de lance du Président, dans la recherche et l'éducation, dans les budgets des entreprises d'Etat comme l'agence de presse nationale Telam, qui a déjà licencié 40 % de ses salariés... *«Toutes ces coupes vont faire baisser encore la consommation, refroidir une économie déjà en crise, faire baisser le PIB, donc rendre difficile le paiement des prochaines échéances de la dette. On rentre dans un cycle dangereux»*, prévient Martin Alfie. Même la banque JP Morgan a prévenu ses clients des risques concernant la viabilité de la dette argentine.

Avec la Grèce, «comme deux miroirs inversés»

Si la situation est encore loin de celle précédant la crise de 2001, l'autre comparaison qui effraye les Argentins est la Grèce. Alejandro Bercovich, économiste et présentateur d'un programme télévisé spécialisé, en revient : *«Nos pays sont comme deux miroirs placés face à face qui se reflètent à l'infini, et l'image est glaçante. Les Grecs se sont inspirés de nos expériences d'économie sociale post-2001, telles que les entreprises récupérées par les salariés, et maintenant c'est nous qui semblons imiter leur déroute : la compagnie aérienne nationale, l'audiovisuel public sont en train d'être démembrés, ce furent les premières mesures d'austérité en Grèce. Et pour la question des retraites, nulle coupe ne sera nécessaire : l'inflation se charge de les grignoter.»* Le président Macri a reconnu que la fin de l'année serait difficile, mais prévoit une amélioration pour 2019. *«Nous avançons dans le brouillard, analyse Mercedes D'Alessandro, docteure en économie de l'université de Buenos Aires et fondatrice du think tank Economía feminista. Nous avons emprunté pour rembourser nos intérêts et aucun plan lié à la relance de l'économie productive n'est prévu.»* L'un des seuls budgets de l'Etat ayant augmenté ces derniers mois est celui de la communication : il faut contenir la grogne sociale en train de se réveiller.

Au club de troc de San Miguel, Ayelen a laissé son radiateur. Elle repart avec une bouteille d'huile, des saucisses, quelques boîtes de tomates et un paquet de riz. Elle embrasse Alejandra en lui disant *«à la semaine prochaine»*, sans toutefois savoir encore ce qu'elle

trouvera à échanger. Il y a encore un mois, ces femmes se réunissaient sur le parvis de la gare. Le maire, proche du gouvernement, les en a chassées. *«On était trop visibles, assure Alejandra. Et l'image qu'on renvoie n'est pas franchement porteuse d'espoir.»*

[Mathilde Guillaume Correspondante à Buenos Aires](#)